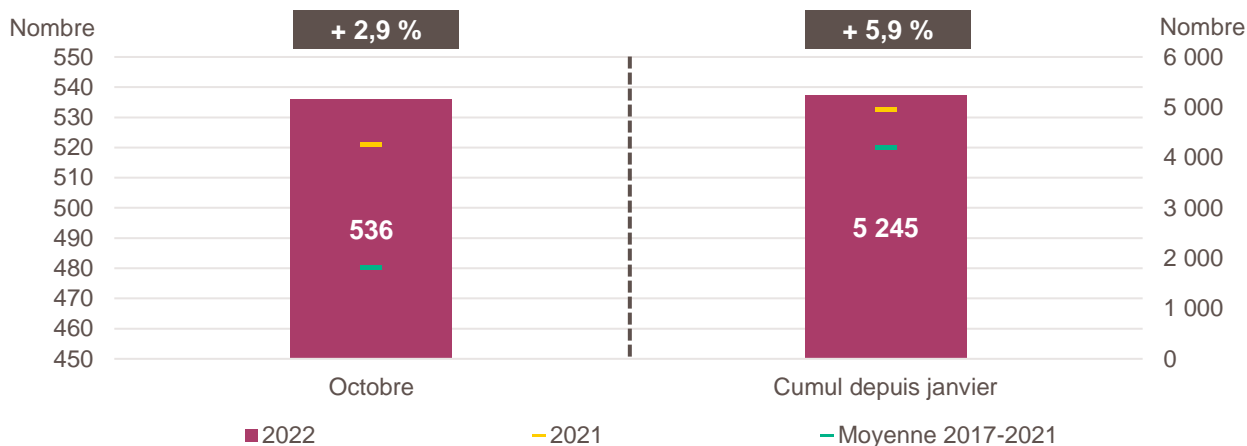


Avertissement : à compter de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon le dispositif rénové par l'Insee. Il en résulte un relèvement en niveau des créations d'entreprises. Les données de cette publication ne sont donc pas comparables à celles des productions précédentes pour le mois concerné

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Corse en octobre 2022 et cumul depuis le début de l'année



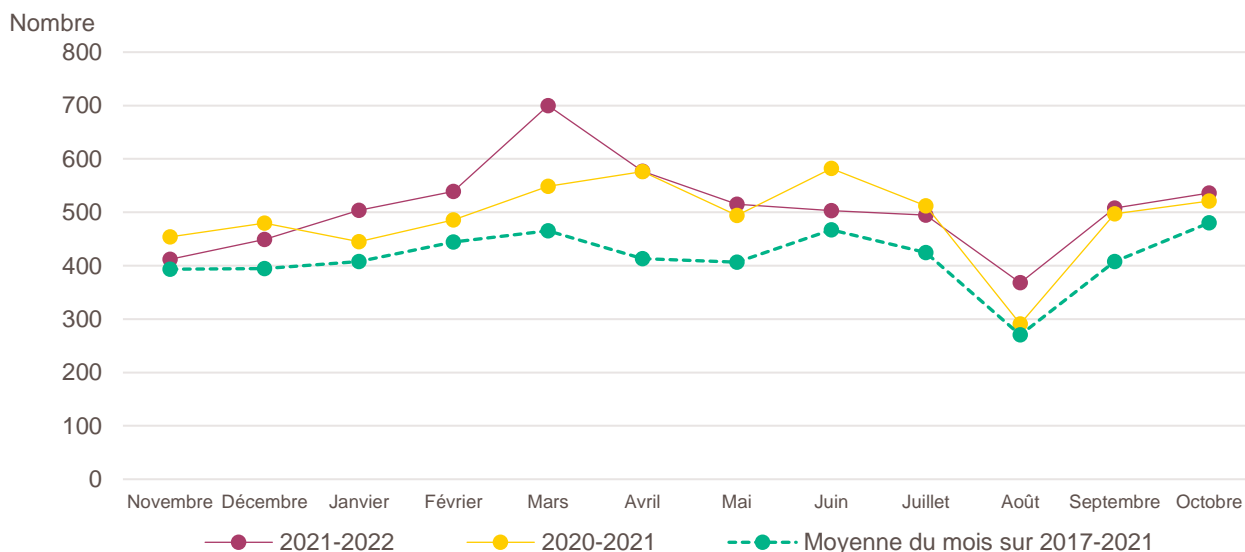
Lecture de la partie gauche : en octobre 2022, 536 entreprises ont été créées en Corse, soit + 2,9 % par rapport aux 521 d'octobre 2021 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 480 pour le mois d'octobre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2022 s'élève à 5 245, soit + 5,9 % par rapport aux 4 953 de janvier à octobre 2021 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et octobre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 4 187 (marque verte).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Corse sur douze mois glissants



Lecture : en novembre 2020, 454 entreprises ont été créées en Corse contre 412 en novembre 2021 et 393 en moyenne pour les mois de novembre 2017 à 2021.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le secteur d'activité

Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2021-2022 %	Évolution janvier à octobre 2021-2022 %
Activités secondaires	153	81,0	+ 18,6	+ 1,7
Industrie	37	83,8	+ 2,8	- 5,7
Construction	116	80,2	+ 24,7	+ 5,4
Activités de type commerce	152	61,8	+ 7,0	- 1,8
Commerce de détail	45	46,7	+ 9,8	- 17,0
Commerce de gros	27	59,3	+ 17,4	- 16,2
Commerce de bouche ^a	2	50,0	+ 100,0	+ 12,5
Commerce et réparation automobiles	9	66,7	+ 12,5	- 2,0
Hébergement	7	14,3	- 30,0	+ 13,8
Restauration	19	57,9	+ 11,8	+ 4,6
Services en direction des personnes	43	88,4	+ 2,4	+ 13,6
Activités de type services	231	61,5	- 7,6	+ 13,2
Immobilier	20	40,0	- 16,7	+ 12,9
Transports et entreposage	7	71,4	- 66,7	+ 6,9
Activités scientifiques et techniques	48	62,5	+ 0,0	+ 2,0
Activités de soutien aux entreprises	74	74,3	+ 51,0	+ 34,9
Information et communication	22	90,9	+ 37,5	+ 22,1
Enseignement	14	92,9	- 41,7	+ 13,7
Arts, spectacles et activités récréatives	9	44,4	- 50,0	+ 12,7
Santé humaine et action sociale ^b	25	24,0	- 28,6	- 2,2
Activités financières et d'assurance	12	8,3	- 20,0	- 0,7
Activités des sociétés holding	7	0,0	+ 0,0	- 7,2
Total Corse	536	67,2	+ 2,9	+ 5,9

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

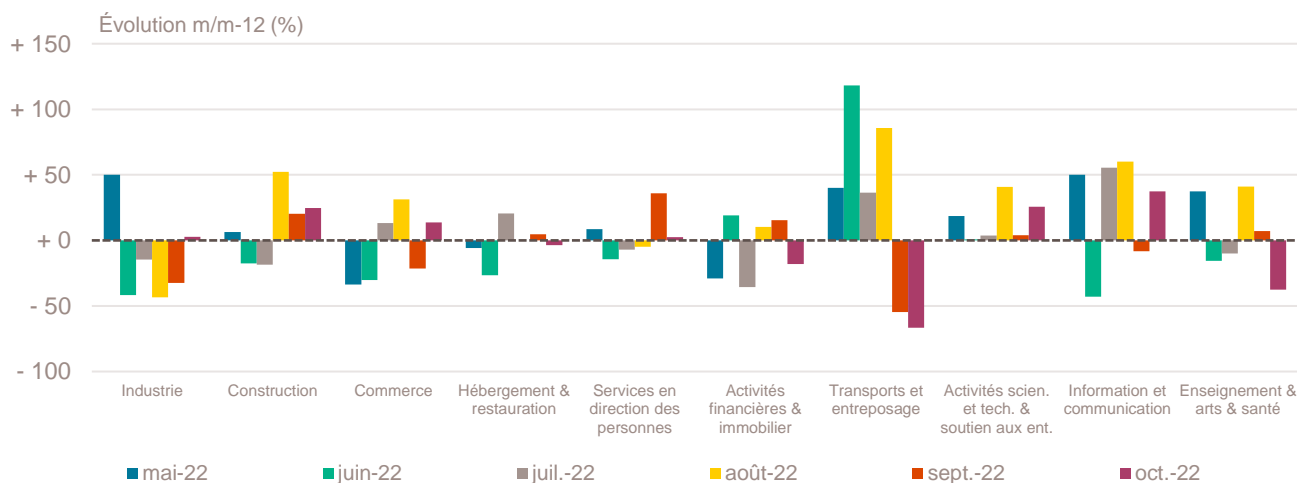
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en octobre 2022, 37 entreprises ont été créées en Corse dans l'industrie (dont 83,8 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 2,8 % par rapport à octobre 2021 et un nombre cumulé sur janvier-octobre 2022 en baisse de - 5,7 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2021.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Variation du nombre de créations d'entreprises par secteur d'activité en Corse



Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

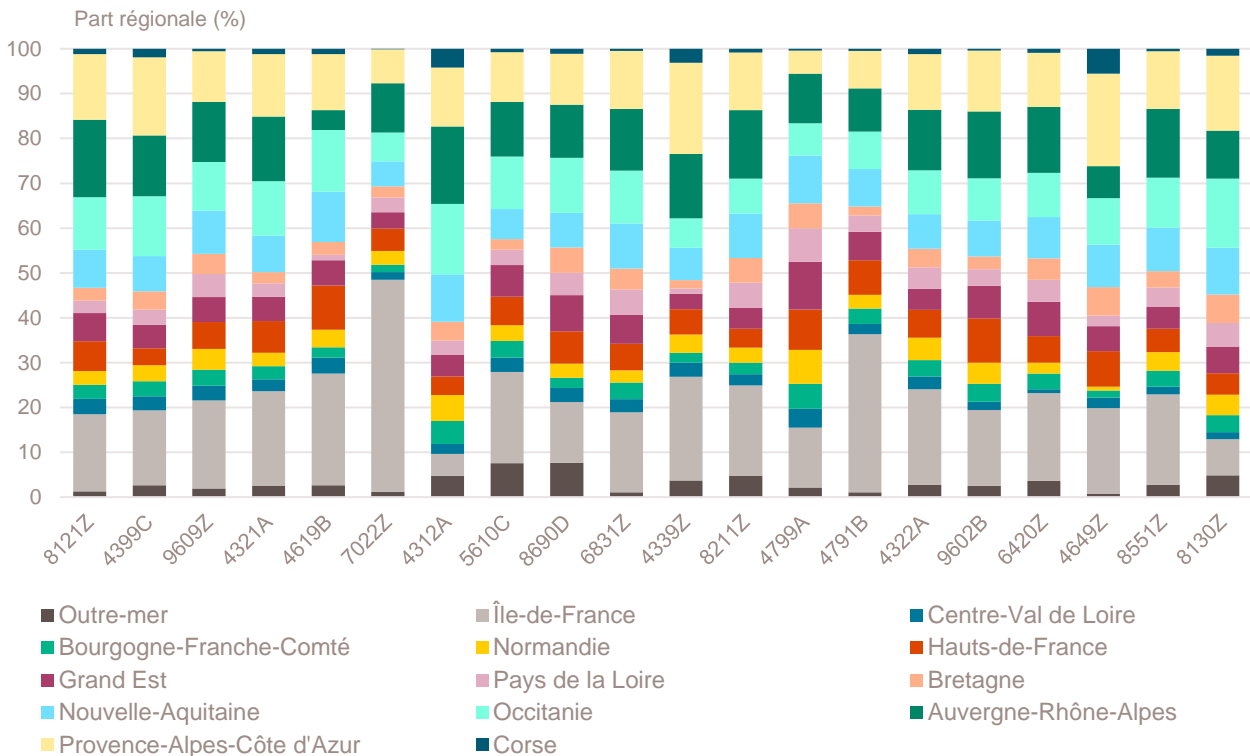
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Corse

Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2021-2022 %
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	39	100,0	+ 39,3
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	28	85,7	+ 0,0
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	24	87,5	- 4,0
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	17	76,5	+ 41,7
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	14	85,7	- 12,5
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	13	53,8	- 13,3
4312A-Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	13	92,3	+ 85,7
5610C-Restauration de type rapide	11	54,5	- 15,4
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	11	0,0	- 26,7
6831Z-Agences immobilières	10	80,0	+ 11,1
4339Z-Autres travaux de finition	10	90,0	- 9,1
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	9	33,3	+ 125,0
4799A-Vente à domicile	8	0,0	+ 0,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	8	75,0	- 20,0
4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	8	100,0	+ 14,3
9602B-Soins de beauté	7	100,0	+ 133,3
6420Z-Activités des sociétés holding	7	0,0	+ 0,0
4649Z-Commerce de gros d'autres biens domestiques	7	28,6	+ 600,0
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	6	100,0	- 45,5
8130Z-Services d'aménagement paysager	6	16,7	+ 100,0

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, octobre 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 15 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

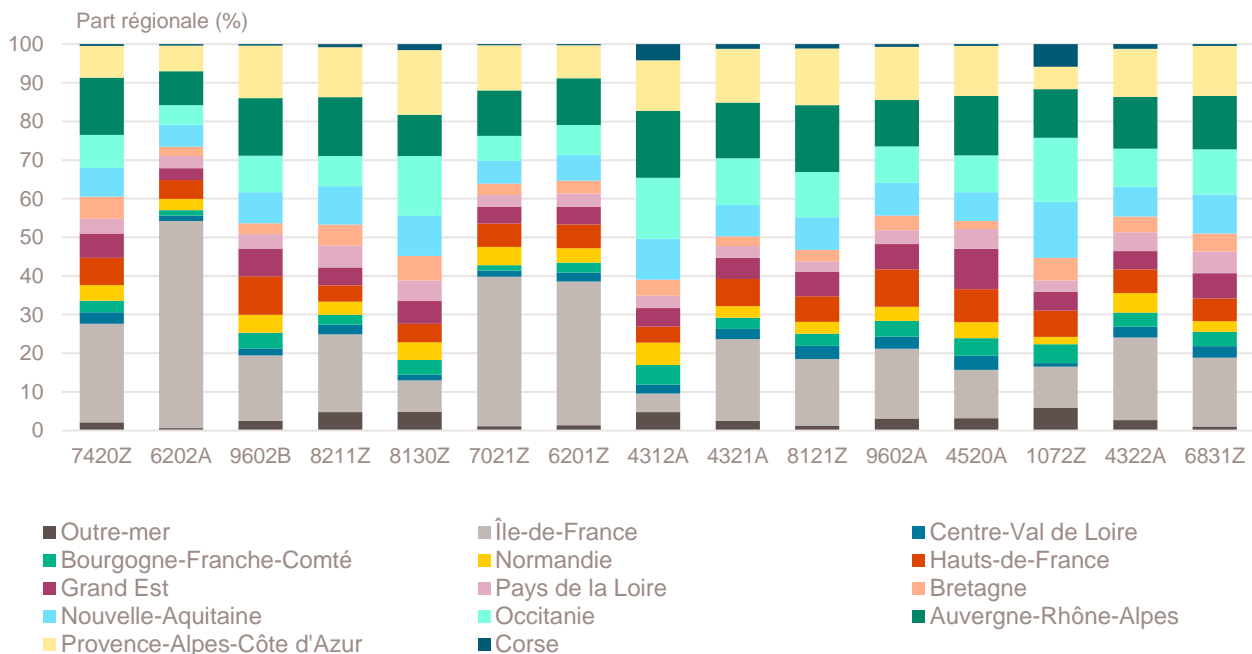
Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2021-2022 %
7420Z-Activités photographiques	5	60,0	+ 400,0
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	5	80,0	+ 150,0
9602B-Soins de beauté	7	100,0	+ 133,3
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	9	33,3	+ 125,0
8130Z-Services d'aménagement paysager	6	16,7	+ 100,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	6	100,0	+ 100,0
6201Z-Programmation informatique	6	83,3	+ 100,0
4312A-Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	13	92,3	+ 85,7
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	17	76,5	+ 41,7
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	39	100,0	+ 39,3
9602A-Coiffure	5	80,0	+ 25,0
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	5	60,0	+ 25,0
1072Z-Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	6	100,0	+ 20,0
4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	8	100,0	+ 14,3
6831Z-Agences immobilières	10	80,0	+ 11,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 15, octobre 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 10 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

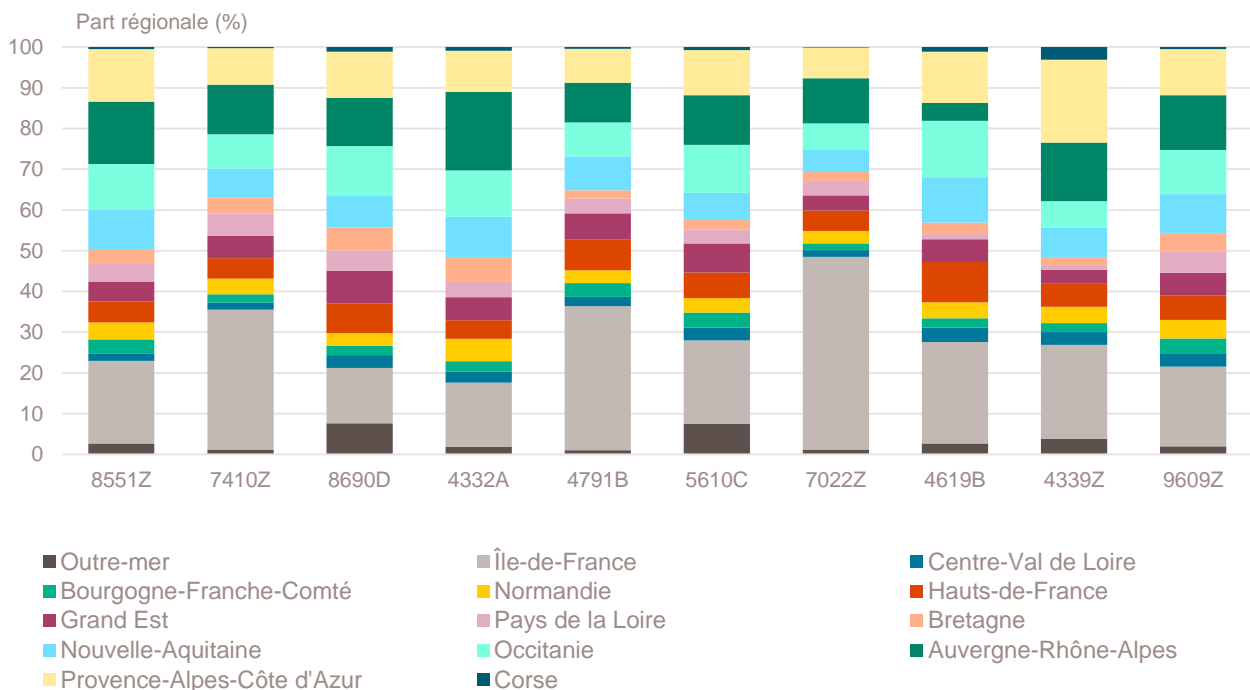
Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2021-2022 %
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	6	100,0	- 45,5
7410Z-Activités spécialisées de design	6	83,3	- 33,3
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	11	0,0	- 26,7
4332A-Travaux de menuiserie bois et PVC	6	100,0	- 25,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	8	75,0	- 20,0
5610C-Restauration de type rapide	11	54,5	- 15,4
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	13	53,8	- 13,3
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	14	85,7	- 12,5
4339Z-Autres travaux de finition	10	90,0	- 9,1
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	24	87,5	- 4,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 10, octobre 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon la nature juridique

Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution octobre 2021-2022 %	Évolution janvier à octobre 2021-2022 %
Entreprises individuelles	413	77,1	+ 8,7	+ 7,3
Micro-entrepreneurs	360	67,2	+ 15,4	+ 15,7
Entreprises individuelles classiques	53	9,9	- 22,1	- 23,7
Sociétés	123	22,9	- 12,8	+ 2,7
SARL & EURL	25	4,7	- 19,4	+ 5,4
SAS & SASU	89	16,6	- 10,1	+ 1,7
SCI	1	0,2	+ 0,0	- 30,0
Autres ^a	8	1,5	- 20,0	+ 8,9
Total Corse	536	100,0	+ 2,9	+ 5,9

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le type de la commune d'implantation

Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution octobre 2021-2022 %	Évolution janvier à octobre 2021-2022 %
Rurale éloignée très peu dense	19	3,5	- 29,6	+ 19,2
Rurale éloignée peu dense	75	14,0	+ 29,3	+ 10,9
Rurale périphérique très peu dense	21	3,9	+ 61,5	+ 10,2
Rurale périphérique peu dense	30	5,6	- 28,6	- 0,6
Bourg	38	7,1	- 5,0	+ 11,6
Petite ville	68	12,7	- 10,5	- 2,3
Urbaine périphérique peu dense	65	12,1	+ 54,8	+ 8,2
Urbaine dense	220	41,0	- 1,3	+ 4,0
Urbaine très dense	0	0,0	---	---
Total Corse	536	100,0	+ 2,9	+ 5,9

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse dans les territoires aidés

Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution octobre 2021-2022 %	Évolution janvier à octobre 2021-2022 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	261	48,7	+ 12,5	+ 8,3
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	536	100,0	+ 2,9	+ 5,9
Petites villes de demain (PVD)	88	16,4	+ 22,2	+ 9,1
Actions cœur de ville (ACV)	152	28,4	- 9,0	+ 4,5

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2021-2022 %	Évolution janvier à octobre 2021-2022 %
Auvergne-Rhône-Alpes	12 567	66,7	+ 6,2	+ 0,9
01 - Ain	778	65,8	+ 2,4	+ 4,1
03 - Allier	349	66,8	+ 16,3	+ 5,9
07 - Ardèche	384	64,3	+ 3,8	+ 4,1
15 - Cantal	138	61,6	+ 16,9	+ 6,0
26 - Drôme	732	64,6	- 1,3	- 2,3
38 - Isère	2 024	72,5	+ 9,2	+ 0,8
42 - Loire	1 034	65,4	+ 10,1	+ 1,6
43 - Haute-Loire	219	57,5	- 6,4	+ 5,8
63 - Puy-de-Dôme	928	63,7	+ 12,3	+ 1,9
69 - Rhône	3 890	67,2	+ 2,3	- 0,5
73 - Savoie	758	62,4	+ 15,2	+ 0,6
74 - Haute-Savoie	1 333	66,5	+ 8,9	+ 0,7
Bourgogne-Franche-Comté	2 818	66,3	- 4,4	- 3,2
21 - Côte-d'Or	606	67,8	- 6,8	- 6,2
25 - Doubs	549	65,4	- 10,9	- 4,3
39 - Jura	255	66,3	- 4,1	+ 0,1
58 - Nièvre	196	62,8	+ 15,3	+ 3,5
70 - Haute-Saône	186	62,9	- 11,8	+ 3,4
71 - Saône-et-Loire	570	68,4	+ 11,1	- 1,4
89 - Yonne	325	64,3	- 5,2	- 3,9
90 - Territoire-de-Belfort	131	68,7	- 26,4	- 12,9
Bretagne	3 651	60,1	+ 3,5	+ 2,6
22 - Côtes-d'Armor	621	56,5	+ 18,5	+ 7,7
29 - Finistère	818	63,0	- 13,7	- 1,4
35 - Ille-et-Vilaine	1 395	62,2	+ 10,0	+ 2,1
56 - Morbihan	817	56,5	+ 3,8	+ 4,3
Centre-Val de Loire	2 576	64,1	- 7,2	- 0,9
18 - Cher	229	67,7	- 18,8	- 6,7
28 - Eure-et-Loir	449	59,0	- 1,3	+ 0,7
36 - Indre	149	61,1	- 19,0	- 7,2
37 - Indre-et-Loire	724	62,7	- 7,4	- 1,5
41 - Loir-et-Cher	308	61,0	- 5,8	+ 6,7
45 - Loiret	717	69,6	- 4,0	- 0,4
Corse	536	67,2	+ 2,9	+ 5,9
2A - Corse-du-Sud	287	70,7	+ 8,7	+ 9,6
2B - Haute-corse	249	63,1	- 3,1	+ 2,0
Grand Est	5 774	65,0	- 2,8	- 2,0
08 - Ardennes	252	69,4	+ 22,9	+ 5,3
10 - Aube	247	68,0	- 19,8	- 3,0
51 - Marne	628	64,3	- 12,2	- 2,6
52 - Haute-Marne	134	55,2	- 8,8	- 0,1
54 - Meurthe-et-Moselle	733	66,6	+ 2,8	- 4,8
55 - Meuse	128	71,1	- 3,0	+ 2,0
57 - Moselle	1 056	64,4	+ 2,2	- 0,2
67 - Bas-Rhin	1 395	66,2	- 10,1	- 1,4
68 - Haut-Rhin	878	64,4	+ 10,9	- 5,5
88 - Vosges	323	56,3	- 6,4	- 1,0

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2021-2022 %	Évolution janvier à octobre 2021-2022 %
Hauts-de-France	6 326	66,8	+ 3,2	- 2,6
02 - Aisne	425	65,2	- 5,3	- 3,4
59 - Nord	3 110	67,4	+ 2,6	- 5,1
60 - Oise	1 014	66,4	+ 10,2	+ 1,6
62 - Pas-de-Calais	1 239	65,0	+ 1,0	- 0,9
80 - Somme	538	69,9	+ 7,8	+ 2,5
Île-de-France	28 281	64,9	+ 9,4	+ 1,1
75 - Paris	8 543	55,2	+ 6,6	+ 4,4
77 - Seine-et-Marne	2 379	72,5	+ 7,7	- 1,5
78 - Yvelines	2 466	68,5	+ 3,5	- 2,8
91 - Essonne	2 322	69,0	+ 7,1	+ 1,4
92 - Hauts-de-Seine	3 589	66,0	+ 11,0	+ 2,2
93 - Seine-Saint-Denis	3 846	69,0	+ 17,7	+ 0,1
94 - Val-de-Marne	2 785	70,2	+ 12,8	- 0,1
95 - Val-d'Oise	2 351	70,5	+ 12,1	- 2,8
Normandie	3 687	68,2	+ 11,0	- 3,2
14 - Calvados	905	68,7	+ 5,2	- 7,0
27 - Eure	659	71,3	+ 14,6	+ 4,6
50 - Manche	437	66,8	+ 12,9	- 1,7
61 - Orne	236	63,1	+ 4,4	- 0,9
76 - Seine-Maritime	1 450	67,7	+ 13,8	- 5,1
Nouvelle-Aquitaine	7 924	66,8	+ 1,9	- 0,5
16 - Charente	333	71,5	- 19,4	- 1,8
17 - Charente-Maritime	771	66,5	- 6,9	- 0,5
19 - Corrèze	210	61,4	- 5,0	- 1,5
23 - Creuse	105	67,6	+ 47,9	+ 2,5
24 - Dordogne	454	73,3	- 8,7	- 4,5
33 - Gironde	2 994	67,0	+ 5,8	- 0,9
40 - Landes	536	63,8	+ 1,3	+ 1,3
47 - Lot-et-Garonne	382	66,8	+ 14,4	+ 2,2
64 - Pyrénées-Atlantiques	945	63,4	- 3,4	- 1,1
79 - Deux-Sèvres	313	64,5	+ 13,0	+ 2,6
86 - Vienne	501	68,7	+ 17,3	+ 8,8
87 - Haute-Vienne	380	68,2	+ 3,0	- 8,0
Occitanie	9 164	68,0	+ 4,9	- 1,0
09 - Ariège	172	72,1	- 3,9	+ 1,5
11 - Aude	473	72,1	+ 0,4	+ 5,3
12 - Aveyron	284	58,5	+ 9,2	+ 4,8
30 - Gard	1 153	68,1	+ 10,3	+ 2,5
31 - Haute-Garonne	2 538	69,5	+ 4,7	- 4,5
32 - Gers	202	64,9	- 6,9	- 1,5
34 - Hérault	2 250	69,5	- 0,8	- 2,5
46 - Lot	195	57,9	+ 25,8	+ 3,0
48 - Lozère	63	60,3	- 1,6	- 7,9
65 - Hautes-Pyrénées	284	65,5	+ 27,9	+ 5,7
66 - Pyrénées-Orientales	709	68,3	+ 5,7	- 0,9
81 - Tarn	516	62,4	+ 14,9	+ 1,7
82 - Tarn-et-Garonne	325	64,9	+ 5,9	+ 0,2

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Octobre 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2021-2022 %	Évolution janvier à octobre 2021-2022 %
Pays de la Loire	4 289	62,7	+ 1,1	- 0,1
44 - Loire-Atlantique	1 952	63,6	- 3,7	- 1,2
49 - Maine-et-Loire	955	60,9	+ 16,3	+ 0,1
53 - Mayenne	233	56,7	- 9,7	- 6,5
72 - Sarthe	488	64,3	+ 19,3	+ 5,1
85 - Vendée	661	63,5	- 9,1	+ 1,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 125	69,4	- 0,5	+ 3,4
04 - Alpes-de-Haute-Provence	240	67,9	- 2,4	+ 6,5
05 - Hautes-Alpes	237	67,9	+ 12,3	+ 12,3
06 - Alpes-Maritimes	2 627	70,3	+ 1,0	+ 7,2
13 - Bouches-du-Rhône	4 136	68,3	- 1,0	+ 1,9
83 - Var	2 002	69,4	+ 2,2	+ 2,4
84 - Vaucluse	883	71,9	- 9,9	- 0,5
France métrop. hors Île-de-France	69 437	66,5	+ 2,2	- 0,1
France métropolitaine	97 718	66,1	+ 4,2	+ 0,2
France d'outre-mer	2 932	46,2	+ 19,8	+ 7,1
971 - Guadeloupe	720	53,3	+ 16,3	+ 15,7
972 - Martinique	836	27,9	+ 35,7	+ 6,6
973 - Guyane	271	49,4	+ 7,5	+ 6,5
974 - La Réunion	963	58,6	+ 18,3	+ 4,6
976 - Mayotte	142	28,2	- 2,7	- 5,3
France entière	100 650	65,5	+ 4,6	+ 0,4

Lecture : en octobre 2022, 4 289 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 62,7 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 1,1 % par rapport à octobre 2021. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-octobre 2022 a baissé de - 0,1 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2021.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la Corse.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 25/11/2022.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Corse, chiffres d'octobre 2022. Bpifrance Création, novembre 2022 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.